



ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE DU MANITOBA

PROCÈS-VERBAL N° 57

DEUXIÈME SESSION, TRENTE-NEUVIÈME LÉGISLATURE

PRIÈRE

DIX HEURES

L'Assemblée convient, malgré le paragraphe 31(9) du *Règlement*, de permettre que la proposition émanant d'un député dont l'examen est prévu le jeudi 11 septembre 2008 soit déposée durant l'intersession et inscrite au Feuilleton des avis du lundi 8 septembre 2008.

L'Assemblée convient de procéder au débat à l'étape de la deuxième lecture des projets de loi 300 et 232 ainsi qu'à la deuxième lecture du projet de loi 235.

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M^{me} STEFANSON voulant que soit lu une deuxième fois et renvoyé en comité le projet de loi 300 — *Loi modifiant la Loi constituant en corporation « The Royal Lake of the Woods Yacht Club »/The Royal Lake of the Woods Yacht Club Incorporation Amendment Act*.

Le débat se poursuit.

L'Assemblée refuse le droit de parole à M. DEWAR pour la reprise du débat.

M. GERRARD intervient. La motion, mise aux voix, est adoptée.

Le projet de loi est lu une deuxième fois et renvoyé en comité.

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M^{me} SELBY voulant que soit lu une deuxième fois et renvoyé en comité le projet de loi 232 — *Loi modifiant la Loi sur les écoles publiques (politiques sur l'anaphylaxie)/The Public Schools Amendment Act (Anaphylaxis Policies)*.

Le débat se poursuit.

L'Assemblée refuse le droit de parole à M. LAMOUREUX pour la reprise du débat.

M. GERRARD intervient. La motion, mise aux voix, est adoptée.

Le projet de loi est lu une deuxième fois et renvoyé en comité.

M. FAURSCHOU propose la deuxième lecture et le renvoi en comité du projet de loi 235 — *Loi modifiant la Loi sur les divulgations faites dans l'intérêt public (protection des divulgateurs d'actes répréhensibles)/The Public Interest Disclosure (Whistleblower Protection) Amendment Act.*

Il s'élève un débat.

M. FAURSCHOU, M. le *ministre* SELINGER, M. CULLEN, M. le *ministre* SWAN et M. MARTINDALE interviennent. M. le *ministre* ASHTON exerce son droit de parole jusqu'à 11 heures et le conserve pour la reprise du débat.

Avec le consentement de l'Assemblée, il est convenu de modifier le huitième paragraphe de la version anglaise de la proposition n° 17 par substitution, à « retroactive », de « regressive ».

M. CULLEN présente la proposition suivante :

Proposition n° 17 : Abandon de voies ferrées

Attendu :

que la voie ferrée faisait partie du patrimoine et de l'histoire du Manitoba avant la fondation de la province;

que sans la création du réseau ferroviaire intercontinental, le Manitoba ne serait pas devenu la province qu'elle est aujourd'hui;

que comparativement à d'autres moyens de transport terrestre, les voies ferrées sont moins nuisibles pour l'environnement;

que l'abandon de voies ferrées entraîne l'élimination de liens de transport et d'accès essentiels pour les Manitobains des régions rurales;

que si les voies ferrées sont abandonnées, la circulation sur les réseaux routiers du Manitoba deviendra plus dense;

que nous nous devons d'appuyer le système de transport en commun et l'expédition efficace de marchandises si nous voulons espérer devenir une province plus écologique;

que le gouvernement provincial doit servir d'exemple et appuyer cet objectif;

que l'abandon de voies ferrées va à l'encontre de cet objectif et que cela constitue un recul pour l'accroissement de l'accès aux régions rurales, la protection du patrimoine du Manitoba ainsi que la mise en œuvre de politiques sur les moyens de transport écologiques,

il est proposé que l'Assemblée législative du Manitoba exhorte le gouvernement provincial à envisager de mettre fin à sa pratique visant à abandonner des voies ferrées dans la province du Manitoba, assurant ainsi la viabilité continue d'un moyen de transport qui fait partie de notre patrimoine provincial, qui permet l'accès aux régions rurales et qui est plus écologique que le transport routier conventionnel.

Il s'élève un débat.

M. CULLEN, M. le *ministre* LEMIEUX ainsi que MM. PEDERSEN, JENNISSEN et FAURSCHOU interviennent. M. REID exerce son droit de parole jusqu'à midi et le conserve pour la reprise du débat.

TREIZE HEURES TRENTE

M. le *ministre* ASHTON propose la première lecture du projet de loi 46 — *Loi sur le financement fiscal de la revitalisation urbaine/The Community Revitalization Tax Increment Financing Act*.

M. le *premier ministre* DOER fait une déclaration au sujet des excuses solennelles présentées par le premier ministre du Canada aux survivants des pensionnats indiens et au peuple autochtone du Canada.

M. MCFADYEN et, avec le consentement de l'Assemblée, M. GERRARD font des observations sur la déclaration.

M. ROBINSON, *ministre de la Culture, du Patrimoine, du Tourisme et du Sport*, fait une déclaration au nom de tous ceux touchés par l'héritage dévastateur des pensionnats dans cette province et à travers le pays.

L'Assemblée permet le retour au dépôt de rapports.

M. le *ministre* SELINGER dépose le rapport annuel du « Supplementary Loans and Guarantee Authority » pour l'exercice qui s'est terminé le 31 mars 2008.

(Document parlementaire n° 63)

M^{me} la *ministre* ALLAN dépose le rapport du Comité d'étude des relations syndicales-patronales du Manitoba pour la période de cinq ans se terminant le 31 décembre 2006.

(Document parlementaire n° 64)

M. le *ministre* CHOMIAK dépose le rapport annuel de la Société d'assurance publique du Manitoba pour l'exercice qui s'est terminé le 29 février 2008.

(Document parlementaire n° 65)

Conformément au paragraphe 26(1) du *Règlement*, M^{mes} ROWAT et TAILLIEU font des déclarations de député.

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. le *ministre* BJORNSEN voulant que soit lu une deuxième fois et renvoyé en comité le projet de loi 45 — *Loi modifiant la Loi sur la pension de retraite des enseignants/The Teachers' Pensions Amendment Act*.

Le débat se poursuit.

L'Assemblée refuse le droit de parole à M. HAWRANIK pour la reprise du débat.

MM. SCHULER et GERRARD interviennent. La motion, mise aux voix, est adoptée.

Le projet de loi est lu une deuxième fois et renvoyé en comité.

M. le *ministre* CHOMIAK propose l'approbation, la troisième lecture et l'adoption du projet de loi 2 — *Loi modifiant la Loi sur les écoles publiques (gras trans et nutrition)/The Public Schools Amendment Act (Trans Fats and Nutrition)* — dont a fait rapport le Comité permanent du développement social et économique.

Il s'élève un débat.

M. le *ministre* CHOMIAK et M. GERRARD interviennent. La motion, mise aux voix, est adoptée.

Le projet de loi est approuvé, lu une troisième fois et adopté.

M. le *ministre* CHOMIAK propose l'approbation, la troisième lecture et l'adoption du projet de loi 16 — *Charte sur la sécurité des enfants en garderie (modification de la Loi sur la garde d'enfants)/The Child Care Safety Charter (Community Child Care Standards Act Amended)* — dont a fait rapport le Comité permanent du développement social et économique.

Il s'élève un débat.

M. le *ministre* CHOMIAK, MM. GERRARD et BRIESE ainsi que M^{me} TAILLIEU interviennent. La motion, mise aux voix, est adoptée.

Le projet de loi est approuvé, lu une troisième fois et adopté.

M. le *ministre* ASHTON propose l'approbation, la troisième lecture et l'adoption du projet de loi 19 — *Loi modifiant la Loi sur la réglementation des alcools/The Liquor Control Amendment Act* — dont a fait rapport le Comité permanent du développement social et économique.

Il s'élève un débat.

M. le *ministre* ASHTON ainsi que MM. GERRARD, GRAYDON, BOROTSIK, FAURSCHOU et MAGUIRE interviennent. La motion, mise aux voix, est adoptée.

Le projet de loi est approuvé, lu une troisième fois et adopté.

M. le *ministre* CHOMIAK propose l'approbation, la troisième lecture et l'adoption du projet de loi 21 — *Loi sur le Conseil consultatif du développement de la main-d'œuvre/The Advisory Council on Workforce Development Act* — dont a fait rapport le Comité permanent du développement social et économique.

Il s'élève un débat.

M. le *ministre* CHOMIAK ainsi que MM. GERRARD, MAGUIRE et FAURSCHOU interviennent. La motion, mise aux voix, est adoptée.

Le projet de loi est approuvé, lu une troisième fois et adopté.

M. le *ministre* SWAN propose l'approbation, la troisième lecture et l'adoption du projet de loi 22 — *Loi sur le recrutement et la protection des travailleurs/The Worker Recruitment and Protection Act* — dont a fait rapport le Comité permanent du développement social et économique.

Il s'élève un débat.

M. le *ministre* SWAN, M. GERRARD et M^{me} TAILLIEU interviennent. La motion, mise aux voix, est adoptée.

Le projet de loi est approuvé, lu une troisième fois et adopté.

M. le *ministre* SWAN propose l'approbation, la troisième lecture et l'adoption du projet de loi 23 — *Loi sur la mise en œuvre des accords internationaux de coopération dans le domaine du travail/The International Labour Cooperation Agreements Implementation Act* — dont a fait rapport le Comité permanent du développement social et économique.

Il s'élève un débat.

M. le *ministre* SWAN, M^{me} TAILLIEU et M. GERRARD interviennent. La motion, mise aux voix, est adoptée.

Le projet de loi est approuvé, lu une troisième fois et adopté.

M. le *ministre* SWAN propose l'approbation, la troisième lecture et l'adoption de la version amendée du projet de loi 25 — *Loi modifiant la Loi sur les embaumeurs et les entrepreneurs de pompes funèbres/The Embalmers and Funeral Directors Amendment Act* — dont a fait rapport le Comité permanent des affaires législatives.

Il s'élève un débat.

M. le *ministre* SWAN ainsi que MM. GERRARD et FAURSCHOU interviennent. La motion, mise aux voix, est adoptée.

Le projet de loi est approuvé, lu une troisième fois et adopté.

M. le *ministre* SWAN propose l'approbation, la troisième lecture et l'adoption du projet de loi 26 — *Loi modifiant la Loi sur la profession d'avocat/The Legal Profession Amendment Act* — dont a fait rapport le Comité permanent de la justice.

Il s'élève un débat.

M. le *ministre* SWAN et M. HAWRANIK interviennent. La motion, mise aux voix, est adoptée.

Le projet de loi est approuvé, lu une troisième fois et adopté.

M. le *ministre* SWAN propose l'approbation, la troisième lecture et l'adoption du projet de loi 29 — *Loi modifiant la Loi sur les pratiques commerciales (communication de renseignements concernant les véhicules automobiles)/The Business Practices Amendment Act (Disclosing Motor Vehicle Information)* — dont a fait rapport le Comité permanent des affaires législatives.

Il s'élève un débat.

M. le *ministre* SWAN et M. FAURSCHOU interviennent. La motion, mise aux voix, est adoptée.

Le projet de loi est approuvé, lu une troisième fois et adopté.

M. le *ministre* SWAN propose l'approbation, la troisième lecture et l'adoption de la version amendée du projet de loi 34 — *Loi modifiant la Loi sur les services à l'enfant et à la famille et la Loi sur les régies de services à l'enfant et à la famille (sécurité des enfants)/The Child and Family Services Amendment and Child and Family Services Authorities Amendment Act (Safety of Children)* — dont a fait rapport le Comité permanent du développement social et économique.

Il s'élève un débat.

M. le *ministre* SWAN intervient. M. GERRARD exerce son droit de parole jusqu'à 17 heures.

Conformément à l'ordre sessionnel que l'Assemblée a adopté le 5 juin 2008, le débat est interrompu pour permettre la mise aux voix des motions nécessaires afin que soit conclue l'étape de l'approbation et de la troisième lecture des projets de loi.

La motion, mise aux voix, est adoptée.

Le projet de loi est approuvé, lu une troisième fois et adopté.

Est approuvée, lue une troisième fois et adoptée la version amendée du projet de loi 15 — *Loi sur les changements climatiques et la réduction des émissions de gaz à effet de serre/The Climate Change and Emissions Reductions Act* — dont a fait rapport le Comité permanent du développement social et économique.

Est approuvée, lue une troisième fois et adoptée la version amendée du projet de loi 28 — *Loi sur le renforcement des écoles locales (modification de la Loi sur les écoles publiques)/The Strengthening Local Schools Act (Public Schools Act Amended)* — dont a fait rapport le Comité permanent du développement social et économique.

Est approuvé, lu une troisième fois et adopté le projet de loi 6 — *Loi modifiant la Loi sur les valeurs mobilières/The Securities Amendment Act* — dont a fait rapport le Comité permanent des affaires législatives.

Est approuvé, lu une troisième fois et adopté le projet de loi 10 — *Loi sur la Bibliothèque de l'Assemblée législative/The Legislative Library Act* — dont a fait rapport le Comité permanent du développement social et économique.

Est approuvé, lu une troisième fois et adopté le projet de loi 13 — *Loi modifiant le Code de la route (dommages causés à l'infrastructure)/The Highway Traffic Amendment Act (Damage to Infrastructure)* — dont a fait rapport le Comité permanent du développement social et économique.

Est approuvée, lue une troisième fois et adoptée la version amendée du projet de loi 14 — *Loi modifiant la Loi sur la confiscation de biens obtenus ou utilisés criminellement/The Criminal Property Forfeiture Amendment Act* — dont a fait rapport le Comité permanent de la justice et qui a été amendée par la suite.

Est approuvé, lu une troisième fois et adopté le projet de loi 24 — *Loi modifiant la Loi sur les écoles publiques (cyberintimidation et utilisation de dispositifs électroniques)/The Public Schools Amendment Act (Cyber-Bullying and Use of Electronic Devices)* — dont a fait rapport le Comité permanent du développement social et économique.

Est approuvé, lu une troisième fois et adopté le projet de loi 27 — *Loi sur la gestion du barrage Shellmouth et d'autres ouvrages d'aménagement hydraulique et sur l'indemnisation découlant de leur fonctionnement (modification de la Loi sur l'aménagement hydraulique)/The Shellmouth Dam and Other Water Control Works Management and Compensation Act (Water Resources Administration Act Amended)* — dont a fait rapport le Comité permanent du développement social et économique.

Est approuvé, lu une troisième fois et adopté le projet de loi 30 — *Loi modifiant la Loi sur les terres domaniales/The Crown Lands Amendment Act* — dont a fait rapport le Comité permanent du développement social et économique.

Est approuvé, lu une troisième fois et adopté le projet de loi 33 — *Loi modifiant la Loi constituant en corporation « The Salvation Army Grace General Hospital »/The Salvation Army Grace General Hospital Incorporation Amendment Act* — dont a fait rapport le Comité permanent du développement social et économique.

Est approuvée, lue une troisième fois et adoptée la version amendée du projet de loi 36 — *Loi modifiant la Loi sur l'évaluation municipale/The Municipal Assessment Amendment Act* — dont a fait rapport le Comité permanent du développement social et économique.

Est approuvé, lu une troisième fois et adopté le projet de loi 39 — *Loi modifiant la Loi sur la Cour d'appel/The Court of Appeal Amendment Act* — dont a fait rapport le Comité permanent de la justice.

Est approuvé, lu une troisième fois et adopté le projet de loi 40 — *Loi modifiant la Loi sur les conducteurs et les véhicules, le Code de la route et la Loi sur la Société d'assurance publique du Manitoba/The Drivers and Vehicles Amendment, Highway Traffic Amendment and Manitoba Public Insurance Corporation Amendment Act* — dont a fait rapport le Comité permanent de la justice.

Est approuvé, lu une troisième fois et adopté le projet de loi 20 — *Loi sur la déclaration obligatoire des blessures par balle et par arme blanche/The Gunshot and Stab Wounds Mandatory Reporting Act* — dont a fait rapport le Comité permanent de la justice.

John HAVARD, *lieutenant-gouverneur de la province du Manitoba*, fait son entrée à l'Assemblée à 17 h 15 et prend place sur le trône.

Le président s'adresse au lieutenant-gouverneur en ces termes :

« Au cours de la présente session, l'Assemblée législative a adopté certains projets de loi que je vous demande de sanctionner.

« (N^o 2) — *Loi modifiant la Loi sur les écoles publiques (gras trans et nutrition)/The Public Schools Amendment Act (Trans Fats and Nutrition)*;

« (N^o 3) — *Loi modifiant le Code de la route/The Highway Traffic Amendment Act*;

« (N^o 4) — *Loi modifiant la Loi sur la Cour provinciale (médiateurs et enquêteurs familiaux)/The Provincial Court Amendment Act (Family Mediators and Evaluators)*;

« (N^o 5) — *Loi sur la sécurité des témoins/The Witness Security Act*;

« (N^o 6) — *Loi modifiant la Loi sur les valeurs mobilières/The Securities Amendment Act*;

« (N^o 7) — *Loi modifiant la Loi sur les services à l'enfant et à la famille (obligation de signaler la pornographie juvénile)/The Child and Family Services Amendment Act (Child Pornography Reporting)*;

« (N^o 8) — *Loi sur la réduction du phosphore (modification de la Loi sur la protection des eaux)/The Phosphorus Reduction Act (Water Protection Act Amended)*;

« (N^o 9) — *Loi modifiant la Loi sur la protection des personnes recevant des soins/The Protection for Persons in Care Amendment Act*;

« (N^o 10) — *Loi sur la Bibliothèque de l'Assemblée législative/The Legislative Library Act*;

- « (N^o 11) — *Loi modifiant la Loi sur l'optométrie/The Optometry Amendment Act*;
- « (N^o 12) — *Loi sur le transfert des valeurs mobilières/The Securities Transfer Act*;
- « (N^o 13) — *Loi modifiant le Code de la route (dommages causés à l'infrastructure)/The Highway Traffic Amendment Act (Damage to Infrastructure)*;
- « (N^o 14) — *Loi modifiant la Loi sur la confiscation de biens obtenus ou utilisés criminellement/The Criminal Property Forfeiture Amendment Act*;
- « (N^o 15) — *Loi sur les changements climatiques et la réduction des émissions de gaz à effet de serre/The Climate Change and Emissions Reductions Act*;
- « (N^o 16) — *Charte sur la sécurité des enfants en garderie (modification de la Loi sur la garde d'enfants)/The Child Care Safety Charter (Community Child Care Standards Act Amended)*;
- « (N^o 18) — *Loi sur l'analyse de fluides corporels et la communication des résultats d'analyse/The Testing of Bodily Fluids and Disclosure Act*;
- « (N^o 19) — *Loi modifiant la Loi sur la réglementation des alcools/The Liquor Control Amendment Act*;
- « (N^o 20) — *Loi sur la déclaration obligatoire des blessures par balle et par arme blanche/The Gunshot and Stab Wounds Mandatory Reporting Act*;
- « (N^o 21) — *Loi sur le Conseil consultatif du développement de la main-d'œuvre/The Advisory Council on Workforce Development Act*;
- « (N^o 22) — *Loi sur le recrutement et la protection des travailleurs/The Worker Recruitment and Protection Act*;
- « (N^o 23) — *Loi sur la mise en œuvre des accords internationaux de coopération dans le domaine du travail/The International Labour Cooperation Agreements Implementation Act*;
- « (N^o 24) — *Loi modifiant la Loi sur les écoles publiques (cyberintimidation et utilisation de dispositifs électroniques)/The Public Schools Amendment Act (Cyber-Bullying and Use of Electronic Devices)*;
- « (N^o 25) — *Loi modifiant la Loi sur les embaumeurs et les entrepreneurs de pompes funèbres/The Embalmers and Funeral Directors Amendment Act*;
- « (N^o 26) — *Loi modifiant la Loi sur la profession d'avocat/The Legal Profession Amendment Act*;
- « (N^o 27) — *Loi sur la gestion du barrage Shellmouth et d'autres ouvrages d'aménagement hydraulique et sur l'indemnisation découlant de leur fonctionnement (modification de la Loi sur l'aménagement hydraulique)/The Shellmouth Dam and Other Water Control Works Management and Compensation Act (Water Resources Administration Act Amended)*;

« (N° 28) — *Loi sur le renforcement des écoles locales (modification de la Loi sur les écoles publiques)/The Strengthening Local Schools Act (Public Schools Act Amended)*;

« (N° 29) — *Loi modifiant la Loi sur les pratiques commerciales (communication de renseignements concernant les véhicules automobiles)/The Business Practices Amendment Act (Disclosing Motor Vehicle Information)*;

« (N° 30) — *Loi modifiant la Loi sur les terres domaniales/The Crown Lands Amendment Act*;

« (N° 33) — *Loi modifiant la Loi constituant en corporation « The Salvation Army Grace General Hospital »/The Salvation Army Grace General Hospital Incorporation Amendment Act*;

« (N° 34) — *Loi modifiant la Loi sur les services à l'enfant et à la famille et la Loi sur les régies de services à l'enfant et à la famille (sécurité des enfants)/The Child and Family Services Amendment and Child and Family Services Authorities Amendment Act (Safety of Children)*;

« (N° 36) — *Loi modifiant la Loi sur l'évaluation municipale/The Municipal Assessment Amendment Act*;

« (N° 39) — *Loi modifiant la Loi sur la Cour d'appel/The Court of Appeal Amendment Act*;

« (N° 40) — *Loi modifiant la Loi sur les conducteurs et les véhicules, le Code de la route et la Loi sur la Société d'assurance publique du Manitoba/The Drivers and Vehicles Amendment, Highway Traffic Amendment and Manitoba Public Insurance Corporation Amendment Act*;

« (N° 217) — *Loi sur le jour commémoratif de la famine et du génocide ukrainiens/The Ukrainian Famine and Genocide Memorial Day Act* ».

La greffière de l'Assemblée législative annonce la sanction des projets de loi en ces termes :

« Au nom de Sa Majesté, le lieutenant-gouverneur sanctionne les projets de loi en question. »

À 17 h 21, le lieutenant-gouverneur se retire.

Conformément au paragraphe 2(1) du *Règlement*, la séance est levée à 17 h 24.

Le président,

George Hicke